



HAL
open science

Hashtag MeToo, de la trace (presque) ordinaire à la communication d'une marque militante plurielle

Irène Despontin Lefèvre

► **To cite this version:**

Irène Despontin Lefèvre. Hashtag MeToo, de la trace (presque) ordinaire à la communication d'une marque militante plurielle. Fabien Liénard; Sami Zlitni. Réseaux sociaux. Traces numériques, communication électronique. Actes de colloque, Aquiprint, pp.69-85, 2018. <hal-03951696>

HAL Id: hal-03951696

<https://hal.science/hal-03951696v1>

Submitted on 3 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Hashtag MeToo, de la trace (presque) ordinaire à la communication d'une marque militante plurielle

Irène DESPONTIN LEFÈVRE

Université Paris 2 - Panthéon-Assas / Centre d'Analyse et de
Recherche Interdisciplinaires sur les Médias (Carism)

FRANCE

Le présent travail vise à questionner l'utilisation des réseaux sociaux numériques (RSN) par (et pour) les diverses arènes féministes composant l'espace public politique et ce, en s'intéressant particulièrement aux différentes « traces » du *hashtag* MeToo produites en ligne, mais également à ses multiples expressions hors ligne.

Le 16 octobre 2017, l'actrice états-unienne Alyssa Milano invitait sur Twitter les femmes victimes d'agressions sexuelles à faire part de leurs vécus via la « création » du *hashtag* MeToo. Ce dernier – mais également sa « version » francophone #BalanceTonPorc – sera entendu ici comme une « trace explicite », puisque relevant d'une « volonté expresse de diffuser » un contenu (Ertzscheid *et al.*, 2013, p.55) permettant alors de dévoiler une mémoire (parmi d'autres) du web. Pour autant, la prise en compte de ce qui serait a priori « une » unique trace renvoie en réalité « à des tweets d'auteurs et auteures qui ne lui attribuent pas nécessairement le même sens » rappelant par la même sa « polysémie » (Bottini et Juilliard, 2017, p.39-40). Avec plus de 55 000 réponses en vingt-quatre heures, le #MeToo qui semblait initialement se limiter au témoignage, s'est peu à peu vu (ré)employé par diverses arènes féministes comme étiquette estampillant les luttes contre les violences sexistes. D'une trace explicite et polysémique, semble alors se dégager la promotion d'une « marque » féministe, entre visées communicationnelles et marqueur de reconnaissance.

Dès lors, il convient de s'intéresser aux enjeux soulevés par la récupération d'une production en ligne transnationale en véritable marque de communication militante par (et pour) les arènes féministes françaises. Cette problématique soulève une série de questions au

travers desquelles se dessinent les différents enjeux de ces recherches, entre (ré)émergence de tribunes d'expression contre les violences sexistes en particulier, (ré)appropriation des pensées et pratiques féministes, et co-construction en ligne et hors ligne d'actions politiques spécifiques. Seront envisagées dans ce travail les pensées et pratiques féministes françaises articulées autour du #MeToo devenu marque (ou marqueur féministe ?), entre octobre 2017 et mars 2018, c'est-à-dire, entre les préparatifs de la journée de lutte contre les violences faites aux femmes, et la journée du 8 mars, dates centrales pour l'agenda féministe.

La communication s'articulera autour de deux dimensions nécessairement articulées entre elles et permettant d'interroger, dans une plus large mesure, les pratiques en ligne et hors ligne de différentes « générations » féministes (Jouët *et. al.*, 2017) composant l'espace public politique, ainsi que leurs limites. Partant, il s'agira d'une part de proposer une « mise en perspective » du #MeToo en rappelant ses origines plurielles et mouvantes, et d'autre part, d'appréhender les tentatives plurielles de (ré)appropriation du *hashtag* par les différentes arènes féministes composant l'espace public politique.

Pour ces recherches, une observation en ligne a été effectuée sur différents groupes et pages Facebook, mais aussi comptes Twitter – tous revendiqués MeToo et francophones : concernant les groupes Facebook, il s'agit par exemple de « Assemblée MeToo Paris », « MeToo MoiAussi Paris », « We are #MeToo Paris », « Cortège non-mixte inclusif du rassemblement #metoo » ; relativement aux compte Twitter, en plus de « MeToo Paris », des comptes de collectifs et associations féministes aux positions et stratégies politiques diverses ont été envisagés. Lors de cette approche, l'environnement numérique a été saisi en termes d'empreintes et de traçabilité (Merzeau, 2009) permettant alors d'articuler collectes de données et prise en compte du contexte de leur publication. En parallèle, a été réalisée une observation participante auprès de différentes productions hors ligne du #MeToo, entre participation aux assemblées générales (AG) et manifestations. Enfin, ont été effectués différents entretiens semi-directifs avec des individus investies au sein des AG MeToo aux profils différents : militantes déjà féministes au sein de groupes organisés avant l'apparition du *hashtag* ; personnes se définissant comme militantes depuis le « mouvement » MeToo ; ainsi qu'avec une personne très

active sur les pages Facebook MeToo mais ne s'étant pas investie en termes militants.

De la « trace » Weinstein à une libération de la parole

Dans un article du *New York Times* en date du 5 octobre 2017 intitulé « *Harvey Weinstein Paid Off Sexual Harassment Accusers for Decades* », deux actrices états-uniennes, Ashley Judd et Rose McGowan racontent les agressions et/ou harcèlement qu'elles ont subies de la part du « roi d'Hollywood ». Suite à cet article, « les langues se délient rapidement¹ » (et médiatiquement). Le 10 octobre 2017, un article du *New Yorker* accompagné d'un enregistrement audio (à charge) d'Harvey Weinstein datant de 2015, rapporte, en plus d'autres cas de harcèlement, des accusations de viol. Une fois encore, des actrices « de premier plan » témoignent. Certaines d'entre elles sont françaises ou encore italiennes, ce qui confère pour certains commentateurs à l'affaire « une envergure internationale² ».

Le vendredi 13 octobre 2017, Sandra Muller, journaliste française vivant aux États-Unis, publie un message sur Twitter invitant les victimes de harcèlement sexuel au travail à les raconter « en donnant le nom et les détails ». Accompagnée du dièse Balance Ton Porc, sa publication qui ne visait au départ que son unique réseau professionnel s'est finalement « propagée à la vitesse de l'éclair et a atteint toutes les strates de la population³ » ; en à peine un mois près de 500 000 *tweets* comportant le *hashtag* sont diffusés. Après que soit apparu cette trace en ligne « française », le 16 octobre 2017, Alyssa Milano, actrice emblématique de séries produites par Aaron Spelling telles que *Charmed* ou *Melrose Place*, publie sur son compte Twitter le message « me too – moi aussi » et invite toutes les femmes victimes de harcèlement sexuel à utiliser ce même *hashtag* pour « sensibiliser le grand public à l'ampleur

¹ Latil, Lucas (2017, 17 oct., mis à jour 2017, 28 nov.). Affaire Harvey Weinstein: chronique d'un scandale planétaire. *Le Figaro* [en ligne], (consulté le 20 décembre 2017) <<http://www.lefigaro.fr/cinema/2017/10/17/03002-20171017ARTFIG00164-affaire-harvey-weinstein-chronique-d-un-scandale-planetaire.php>>.

² *Ibid.*

³ Muller, Sandra (2017, 30 dec.). Tribune. La journaliste Sandra Muller revient sur le phénomène #balancetonporc qu'elle a lancé. *Le Monde* [en ligne], (consulté le 25 février 2018) <http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/12/30/sandra-muller-la-blague-lourdingue-cet-argument-qui-excuse-tout_5235930_3232.html>.

du problème ». Ce *tweet* est alors présenté comme le point de départ d'un *story-telling* de l'activisme en ligne hollywoodien : Alyssa Milano « s'est réveillée le lendemain avec plus de 55 000 milles réponses et le *hashtag* était numéro un des tendances Twitter⁴ ». Soulignons que ces discours se déploient dans les pages « cultures » plutôt que dans celles « politiques » des magazines. La diffusion du *tweet* d'Alyssa Milano et du *hashtag* relié à celui-ci est telle que *The silence breakers*, figures centrales estampillées MeToo, sont nommées *Person of The Year* par le *Time Magazine*. Présenté comme un des « changements les plus rapides de notre culture depuis les années 1960 », le magazine rappelle que MeToo « est devenu un hashtag, un mouvement, un règlement de compte. Mais il a commencé, comme le fait presque toujours un grand changement social, par des actes individuels de courage⁵ ».

Les discours portés sur les traces en ligne étiquetées MeToo, ainsi que sur leurs diffusions à large échelle, rappellent ceux portant sur les internautes « proactifs », qui, en publiant, indexant et partageant du contenu, seraient eux-mêmes à l'origine de ramdams médiatiques – *buzz* (Fayon, 2008). Cette libération de la parole orchestrée par et sur MeToo semble alors s'inscrire dans les possibles offerts par un « web 2.0 » (O'Reilly, 2005) où s'articuleraient d'uniques rapports horizontaux entre individu-e-s nécessairement égaux sur un internet émancipateur et prometteur. Par le partage du *hashtag* MeToo, les victimes de violences, deviennent « génératrices de contenu », offrant alors la possibilité d'entrevoir des bouleversements en termes sociaux, politiques et économiques.

D'une nécessaire mise en perspective d'un *hashtag* novateur

Bien que présentée comme novatrice et libre, la prise de parole en ligne des femmes rendue visible par le *hashtag* Twitter n'est pas inédite, mais semble au contraire s'inscrire dans des pratiques diverses rendues visibles par une nécessaire « mise en perspective », pour reprendre les

⁴ Sayej, Nadja (2017, 1er dec.). Alyssa Milano on the #MeToo movement: 'We're not going to stand for it any more'. *The Guardian* [en ligne], (consulté le 20 décembre 2017) <<https://www.theguardian.com/culture/2017/dec/01/alyssa-milano-mee-too-sexual-harassment-abuse>>.

⁵ Edward, Felsenthal, (2017, dec.). The Choice. *Time* [en ligne], (consulté le 3 mars 2018) <<http://time.com/time-person-of-the-year-2017-silence-breakers-choice/>>.

termes de Franck Rebillard (2007). Plus encore, les actrices américaines promouvant une libération de la parole par le #MeToo ont d'avantage participé à la communication de mécanismes mouvants en ligne (et hors ligne) déjà existants, qu'à la constitution d'un processus novateur en matière de lutte contre les violences faites aux femmes. La (re)lecture du *tweet* d'Alyssa Milano permet de souligner que ce qui apparaît comme un « point de départ » n'est en réalité qu'une « suggestion/répétition ». L'actrice n'a en effet que partagé ce qui lui avait été suggéré par une amie : « Suggested by a friend: if all the women who have been sexually harassed or assaulted wrote 'me too' as a status, we might give people a sense of the magnitude of the problem ».

Alors que la référence à cette « suggestion amicale » n'a été que peu et tardivement évoquée dans les médias français, aux États-Unis, de nombreuses voix se sont élevées pour rappeler que le MeToo Movement avait été lancé il y a plus de dix ans par Tarana Burke, laquelle n'avait alors pas bénéficié d'une telle couverture médiatique. Fondatrice de *Just Be Inc*, une association venant en aide aux jeunes femmes noires américaines victimes de violences sexuelles, l'activiste africain-américaine, (finalement) sollicitée et médiatisée depuis novembre 2017, insiste néanmoins sur la nécessité de continuer ce mouvement viral malgré elle, en soulignant qu'il visait initialement et spécifiquement l'entraide entre femmes non-blanches, de « suivante à survivante ».

Plus que de produire un récit du *hashtag* MeToo, revenir sur cette première trace invite à questionner à nouveau la prétendue nouveauté d'une libération de la parole, et plus particulièrement, les conditions de réalisation de celle-ci. Par ailleurs, d'autres traces similaires peuvent être brièvement mentionnées. Alors qu'en France s'est diffusé quelques jours avant #MeToo, le *hashtag* BalanceTonPorc, en Allemagne il était possible de lire sur Twitter des publications articulées autour #keineKleinigkeit (pas une broutille). Ce *hashtag* germanique fait d'ailleurs écho à son « prédécesseur » lancé par la féministe Anne Wizorek, #aufschrei, et qui en 2013, en sortant des frontières germanophones et des RSN, a obtenu le *Grimme Online Award* récompensant « la meilleure publication sur internet ». Au-delà de ces initiatives rendues médiatiquement visibles, peut également être soulignée la présence de traces en ligne éphémères et/ou routinières, à l'image du #JeudiSurvieAuTaf lancé une fois par semaine par la

fondatrice d'une agence de *coaching* et destiné à élaborer « des stratégies de survie pour les femmes racisées ».

Appréhender différentes traces en ligne aux pratiques et visées semblables permet alors de revenir sur les discours partisans 2.0. Il s'agit en effet de rappeler que Twitter, Facebook ou autres réseaux en ligne participent davantage à une « accélération qu'une mise en mouvement » (Rebillard, 2007, p.23-24). Les femmes n'ont pas attendu Twitter pour échanger sur les violences sexistes et systémiques : le seul exemple, parmi d'autres, des groupes de conscience du Mouvement de Libération des Femmes des années 1970 en France illustre la nouveauté de ces pratiques.

Dès lors, et de la même manière que les discours sur le web 2.0 jouent « un rôle de dissolvant de la réflexion critique » (Bouquillion et Matthews, 2010, p.9-13), les discours médiatiques enthousiastes sur une libération de la parole en ligne dépolitisent l'acceptation des violences faites aux femmes et aux minorités de genre en supprimant son caractère systémique au profit d'une expérience individuelle supposée novatrice. Plus qu'une « libération », MeToo s'apparente davantage à une « diffusion », elle-même permise par des pratiques plurielles déployées en ligne, comme hors ligne. Sorti de sa seule acceptation liée au *hashtag*, MeToo tend donc à être co-construit par la profusion et l'articulation de traces en ligne, comme hors ligne, implicites et explicites (Ertzscheid *et al.*, 2013), toutes produites par une pluralité d'acteurs et d'actrices sociaux.

Des premières appropriations (féministes) hors ligne #MeToo

Suite à la diffusion transnationale du #MeToo, mais également de BalanceTonPorc pour l'espace francophone, se sont peu à peu déployées hors ligne différentes pratiques estampillées MeToo. Le 29 octobre 2017 sous l'impulsion de Carol Galand, une journaliste *freelance*, est organisé place de la République à Paris un premier rassemblement « MeToo dans la vraie vie » en vue de « faire de #metoo autre chose qu'un buzz sur les réseaux sociaux⁶ ». Soulignons que

⁶ Galand, Carol (2017, 19 oct.). Tribune. Je vous invite à faire de #metoo autre chose qu'un buzz sur les réseaux sociaux. *Huffingtonpost* [en ligne], (consulté le 20 décembre 2017), <http://www.huffingtonpost.fr/carol-galand/je-vous-invite-a-faire-de-metoo-autre-chose-quun-buzz-sur-les-reseaux-sociaux_a_23248905/>.

d'autres événements publics sont organisés en dehors de Paris, toujours sous l'appellation « MeToo dans la vraie vie ». Diffusé sur Facebook *via* la création d'un événement et d'une tribune d'appel, puis communiqué médiatiquement par de nombreux sites d'information en ligne, le rassemblement parisien avait initialement vocation à faire sortir le *hashtag* MeToo « du web 2.0 pour aller à la rencontre de la vraie vie. Avec tout le courage que cela implique pour les femmes qui vont descendre dans la rue, la boule au ventre, parce que oui, il faut sensibiliser sur l'ampleur des abus subis⁷ ». Bien que présenté comme un moyen de « conscientiser » les hommes (également invités à « consoler » les femmes), le rassemblement offre avant tout la possibilité aux femmes et minorités de genre ayant laissé leurs traces en ligne de se rencontrer et de partager IRL (*in real life*) leurs expériences individuelles. Tout comme les *tweets* revêtent des sens différents selon leurs auteurs et autrices ou leurs contextes de publication (Bottini et Julliard, 2017), les traces hors ligne se révèlent elles aussi polysémiques : #MeToo sort de la toile et s'inscrit de manière protéiforme, par la présence de tous ces corps d'abord, mais aussi sur des pancartes et un mur d'expression *Do It Yourself*, temporairement à coup de dièses maquillés sur le visage par exemple, musicalement par des slogans chantés et au rythme d'une batucada féministe, ou encore dans des espaces délimités permettant à certain-e-s de témoigner et partager entre elles. Avec près de 12 000 personnes présentes ou intéressées selon Facebook et 1500 selon les forces de l'ordre, le premier événement MeToo hors ligne apparaît fédérateur.

Pour autant, les discours portés par la nouvelle entrepreneuse de cause dénotent des pratiques et pensées féministes militantes plurielles. Dans la tribune invitant au rassemblement ou encore sur la page Facebook de celui-ci, il n'est en effet nullement fait mention ni de terminologies relatives à la « domination masculine », au « patriarcat » ou à un « féminisme d'État », ni même d'une volonté de s'organiser politiquement *via* des revendications concrètes contre les violences faites aux femmes, sujet pourtant au cœur du rassemblement. Plus encore, la place prise par la journaliste est telle que certain-e-s individu-e-s non-militant-e-s ne se reconnaissent pas dans ce qui apparaît être un MeToo

⁷ *Ibid.*

individuel et individualisé : « en tant que journaliste, elle avait pris une place énorme dans le mouvement et se voyait comme le visage du truc. C'était une idée avec laquelle j'étais pas du tout d'accord parce que pour moi MeToo c'est tout le monde justement, ça devrait pas être une personne » (entretien). Cette ambivalence entre une « initiatrice » et l'organisation réelle de l'événement est d'autant plus notable que le rassemblement a notamment été rendu possible par le partage de tâches (im)matérielles entre individu-e-s rencontré-e-s en ligne : sont observables sur la plateforme Facebook différents groupes d'organisation à l'image de « Equipe colleur affiches MeToo » ou encore de « Action MeToo Happening ».

La présence de diverses arènes féministes déjà organisées est néanmoins visible lors du rassemblement : un jeune collectif déploie de manière festive ses banderoles et revendications, d'autres figures « en vue » sont interviewées dans ce qui est appelé « espace presse », des tracts et *stickers* de différentes associations et collectifs sont distribués et un cortège MeToo « inclusif » s'organise sur la place. La création de ce dernier résulte d'ailleurs de dissensions apparues en ligne entre la porte-parole (auto)proclamée du rassemblement et des utilisateur-trice-s de Facebook. Ne se reconnaissant pas d'une part dans les positions « essentialisantes » de la catégorie femme portée par la journaliste, et d'autre part dans sa volonté de restreindre le rassemblement à sa seule initiative – à l'image de la tribune écrite collectivement à laquelle seul son nom devait être apposé (entretien) –, différentes personnes se sont ainsi retrouvées hors ligne pour préparer ce qu'ielles⁸ ont ainsi nommé un « cortège MeToo inclusif ». Partant, un processus de double appropriation de la trace en ligne MeToo peut alors être souligné, entre appropriation ordinaire des idées féministes (Jacquemart et Albenga, 2015), et appropriations militantes féministes de cette-même appropriation ordinaire. Plus qu'une trace protéiforme, se dessine alors une matérialité polysémique du *hashtag* MeToo.

⁸ Pronom inclusif employé pour désigner à la fois des personnes s'identifiant comme femme, comme homme ou encore comme personne non-binaire.

D'une matérialité plurielle à une « marque » MeToo

Suite à ce premier rassemblement, d'autres pratiques MeToo s'organisent. Le 7 novembre 2017, lendemain d'un rassemblement MeToo inclusif dans un squat et d'une réunion informelle MeToo dans la vraie vie dans un café parisien, a lieu la première « Assemblée suite au mouvement #MeToo » à la Bourse du Travail de Paris. Ces différentes manifestations sont communiquées sur Facebook ou encore par liste mails. L'assemblée générale, qui deviendra par la suite « Assemblée MeToo MoiAussi » est organisée à l'initiative d'individues proches de partis politiques de gauche ou d'associations féministes. Avec plus de 120 personnes présentes, l'AG MeToo se distingue à son commencement puisqu'elle réussit à réunir dans un même lieu différentes arènes féministes parfois opposées politiquement, ainsi que des personnes présentes au rassemblement ou ayant partagé leurs expériences MeToo en ligne.

Dès les premières assemblées est avancée la volonté de faire de MeToo un « truc concret », « une force » en se retrouvant et s'organisant. Lors de certaines AG par exemple, mais également en dehors de celles-ci, des groupes de paroles et de réflexions, ou encore différentes sessions d'auto-formation sont organisées. Ces pratiques, qui sortent des cadres des RSN, apparaissent plurielles mais ont en commun d'apposer un « tampon » MeToo, pour reprendre un terme employé rétrospectivement lors d'une assemblée générale de « bilan ». Lors de la première AG, est proposée l'idée de faire un cortège marqué « MeToo » au sein de la manifestation du 25 novembre, journée de lutte contre les violences faites aux femmes et aux minorités de genre, date centrale dans l'agenda féministe. Pour autant, la banderole #MeToo ne prendra pas place en tête de manifestation comme les individu-e-s composant l'AG le souhaitent.

Suite à cette première trace MeToo militante, l'idée de s'approprier l'espace hors ligne « pour montrer aux gens que MeToo ça continue, c'est pas fini ! » (entretien) est (re)discutée. Le 27 janvier 2018 est donc organisée une manifestation « estampillée » MeToo. Bien que parfois qualifiée de « néo-militantes » par d'autres plus « confirmées », l'implication de ces « nouvelles » doit être soulignée. En s'organisant par et sur les réseaux numériques, ainsi qu'en se renseignant en ligne

sur les préparatifs nécessaires à un tel événement public, elles organisent la marche, invitent la presse et s'occupent du service d'ordre, entre autres. Désormais, plus que de s'approprier des idées féministes, il s'agit de disposer d'un savoir et de pratiques militantes. Avec plus de 5000 personnes intéressées sur Facebook et près de 600 personnes IRL l'événement reste un premier succès pour l'assemblée : « Certes, c'est sûr que c'était pas comme le 8 mars ou comme le 25 novembre, mais pour un truc organisé avec nos petites mains et nos petits moyens, il y avait du monde ! Et je trouve que c'est vraiment la preuve d'une volonté de dire que c'est pas fini, qu'on en a marre et que vous allez pas vous en sortir comme ça ! C'est vraiment ça que la manif voulait dire, et j'étais plutôt contente ! ». Dans la continuité de cette action, et même si les forces (néo)militantes tendent à faiblir, pour le 8 mars 2018 est organisé un nouveau cortège MeToo au sein de la manifestation organisée traditionnellement, tout comme pour le 25 novembre, par les « gardiennes de la mémoire » (Charpenel, 2014) féministe.

Au-delà de pratiques organisées directement autour du *hashtag* MeToo, d'autres emploient ce sigle pour évoquer spécifiquement les violences faites aux femmes et aux minorités de genre. Peut ainsi être observée sur Twitter par exemple, la mention de #MeToo ou #MoiAussi pour les publications de collectifs ou associations féministes portant sur cette thématique, et ce, quand bien même ces groupes ne sont pas organisés spécifiquement autour du « mouvement » MeToo. Le *hashtag* devient alors un (nouveau) marqueur de communication, mais aussi de reconnaissance d'une thématique féministe singulière, celle de lutte contre les violences, et ce, à la fois pour les personnes produisant ce contenu particulier, que pour celles et ceux recevant les informations.

À l'échelle transnationale, l'utilisation de MeToo est également observable. Pour promouvoir la journée du 8 mars 2018 par exemple, l'Organisation des Nations Unies (ONU) et ONU Femmes, en plus de faire référence à « la campagne #MeToo aux États-Unis d'Amérique et [aux] actions équivalentes menées dans d'autres pays », met à l'honneur sur leurs sites, entre autre, le portrait d'une militante de l'ex-République yougoslave de Macédoine (ERYM) ayant « lancé récemment un nouveau mouvement social en ERYM contre le harcèlement sexuel, sous le *hashtag* #СераКажувам (#ISpeakUpNow),

qui s'inspire des campagnes #MeToo et #TimesUp au niveau mondial ».

Plus encore, le glissement d'une trace en ligne présentée comme « spontanée » en outil de communication (militant) s'illustre également au travers de la création le 24 octobre 2017 sur la plate-forme Twitter d'un émoji MeToo composé de trois mains de différentes carnations de peau brandies en l'air sur un fond rose. Cette création est d'autant plus significative que cette pratique tend à davantage être employée par le réseau social numérique pour la promotion publicitaire de marques commerciales.

Par ailleurs, la profusion de traces hors/en ligne MeToo ne se limite pas aux organisations collectives bénéficiant d'un savoir féministe militant. Aussi, des invidiu-e-s rencontrées en ligne par les nombreux (produits) dérivés de MeToo se rencontrent et entretiennent à leur tour leurs traces. Suite au rassemblement place de la République par exemple, une compagnie de théâtre voit le jour et un « groupe art » s'organise en parallèle des assemblées. Plus encore, des initiatives individuelles ou moins visibles sont créées à l'image d'un film de témoignages de femmes intitulé *Je suis une de plus* qui sans reprendre la trace explicite MeToo s'inscrit dans celle-ci de manière diffuse : « J'avais pas envie de reprendre MeToo, mais pour moi... ça voulait dire la même chose en fait, 'une de plus' » (entretien). Le lien avec le MeToo est d'autant plus sensible que les femmes qui se confient à l'écran ont elles-mêmes utilisé le *hashtag* pour partager leurs expériences avant de répondre à une « annonce » sur un groupe MeToo de témoignages.

Ces rencontres hors lignes sont d'autant plus possibles qu'une profusion de traces MeToo est observable en ligne. Pour le seul espace francophone par exemple, peut être relevée une dizaine de groupes et pages Facebook à l'image de « We are #Metoo Paris », « Metoo, dans la vraie vie 'Témoignages et plaintes' », « Metoo - Listing thérapeutes » ou encore « Me too Paris Cercle de femmes ». L'emploi du terme MeToo comme outil de communication, et par là-même de reconnaissance, a d'ailleurs été questionné aux assemblées générales. Il s'agissait alors de souligner l'opportunité d'une telle appellation, entre nécessité d'être visible (en termes francophones), appropriation d'un mouvement historique et transnational et volonté de répondre aux

pratiques hors ligne : « Je pense que le choix du nom, de toute façon, c'était vachement un choix de com, comment les gens peuvent nous retrouver, comment les gens peuvent nous identifier » (entretien). Cette dimension communicationnelle, voire marketing, raisonne avec la non-adhésion à Balance Ton Porc, version francophone (et limitée), alors même que celle-ci précédait MeToo. Après de (courts) débats, et des propositions de termes tels que « WeTogether », « WeToo » ou encore « MeToo Paris », a finalement été adoptée l'association de « MeToo » et de « MoiAussi ». Ce choix répond à une double volonté, entre communication et accessibilité du groupe : « Finalement on l'a gardé, je trouve ça cool, c'est ce que j'avais dit à l'AG, c'est la première fois que je parlais d'ailleurs. Je trouve que c'est comme ça que ça circule, que les trucs circulent, c'est la vie des idées, des mots, des mouvements sociaux. C'est comme ça qu'un truc ne meurt pas aussi, qu'on garde la trace de Tarana Burke aussi. Et il faut pas l'effacer, parce que ça peut arriver qu'on efface les traces derrière nous, parce que ça c'est pas bien aussi » (entretien). La volonté de laisser une trace spécifique, voire locale, s'observe également en ligne avec la traduction de MeToo en espagnol par exemple, #YoTambien, ou encore en chinois, #YeWoShi, sur le réseau social Weibo. L'utilisation protéiforme de la trace en ligne MeToo s'avère donc être un outil permettant d'évoquer les violences faites aux femmes et aux minorités de genre, et ce, que ce soit pour des initiatives plus ou moins organisées, individuelles ou collectives.

Des difficultés militantes féministes (re)dessinées par MeToo

Bien qu'utilisé comme outil de communication, voire de reconnaissance, la marque MeToo apparaît être toujours plurielle, entre appropriations ordinaires et pratiques militantes féministes mouvantes. Cette pluralité s'observe notamment dans l'utilisation du *hashtag* selon les traditions politiques, militantes et/ou féministes, entre groupes féministes organisés et proches de partis politiques aspirant stratégiquement à un « mouvement de masse » et individu-e-s ordinaires venant tout juste de revêtir les enjeux d'un MeToo collectif. Relativement à l'AG par exemple, présentée comme « autogérée », des tensions, voire des suspicions ont pu être prononcées de la part de « néo-militantes » contre les personnes impliquées dans des partis politiques

ou groupes féministes. De manière générale, et bien que le rassemblement était composé de plusieurs milliers d'individu-e-s et la première assemblée MeToo de plus d'une centaine de personnes, il apparaît que les « forces » en présence ont peu à peu diminué depuis octobre 2017, et plus particulièrement, les personnes non-militantes n'ayant pas vocation à s'impliquer durablement.

Plus que le refus de militer auprès d'organisations politiques et/ou féministes plus ou moins déclarées, ces personnes ont notamment justifié leurs « départs » par la non-adhésion aux cadres larges proposés (au départ, du moins) en AG : pour beaucoup en effet, produire un *hashtag* MeToo n'était pas synonyme de se définir et de se revendiquer comme anticapitaliste par exemple, position pourtant discutée et défendue par certain-e-s en assemblée. Ce qui pouvait être initialement saisi comme un « féminisme de *hashtag* » offrant des possibles de solidarités entre femmes (Khoja-Moolji, 2015 ; Keller *et al.*, 2015), s'est peu à peu vu être (ré)employé par les différentes arènes féministes en outil de communication militant, au détriment des traces MeToo « ordinaires » ou non-militantes. De ce constat, des débats ont traversé les AG MeToo à de nombreuses reprises : « Qui sommes-nous pour parler en tant que MeToo ? Où sont les personnes concernées ? Pourquoi ne viennent-elles pas aux rassemblements ? Comment faire pour les inciter à venir ? Et pourquoi les inciter à venir si elles ne viennent pas d'elles-mêmes ? ». Le groupe communication de l'AG qui a pour mandat de publier des « actualités » féministes plutôt que des témoignages a particulièrement été au centre de ces débats politiques et stratégiques. Certaines publications sans lien *a priori* avec les problématiques de violences sexistes par exemple, ne répondaient pas pour certain-e-s à la vocation première de l'assemblée, et plus largement du « mouvement » MeToo, et ce, alors même qu'était constamment ramenée la volonté de faire de MeToo « quelque chose qui appartient à tout le monde, qui est tout le monde » (entretien).

Au-delà des difficultés entre individuel et collectif, saisir les pratiques MeToo renseigne également sur les points de crêtes et de tensions traversant les arènes féministes plus ou moins organisées. Alors que l'espace féministe francophone (et nécessairement francilien) est traversé par différents débats sur le port du voile ou encore sur le travail du sexe, lors des premières assemblées MeToo par exemple, ces

dimensions n'ont que peu été évoquées. Plus qu'une « absence » de débats, l'occultation de ces problématiques éclaire sur les tensions traversant les arènes féministes plurielles francophones : il apparaît préférable de ne pas échanger sur certains sujets, voire même, de ne pas les mentionner du tout. De la même manière, les éventuels conflits entre générations militantes féministes n'ont pas été amenés frontalement, mais au travers des pratiques diffuses de MeToo. Alors que l'AG souhaitait s'organiser en cortège de tête pour la manifestation du 25 novembre, les « gardiennes de la mémoire » s'y sont opposées en rappelant que l'organisation de l'entière manifestation relevait de leurs propres cadres : « MeToo nous a gonflé un 'max'. [...] Heureusement qu'elles étaient pas nombreuses le 25 novembre, parce qu'elles avaient fait ce truc insensé de vouloir prendre la tête du cortège ! Non, mais c'est n'importe quoi ! Tu te rappelles pas ? Si tu te rappelles de ça... Elles tombent sur la tête ! » (entretien). Ces (non)conflits MeToo, dans le sens où ils ne sont pas frontaux mais s'inscrivent dans des dynamiques (de pouvoir) déjà existantes, soulignent les difficultés et enjeux entre pratiques (im)matérielles et générations féministes plurielles.

Malgré ces difficultés, le « mouvement » MeToo, pour reprendre les termes prononcés en assemblée, semble néanmoins porteur de possibles. Pour une militante féministe, la première assemblée MeToo a ainsi été l'occasion de faire se (re)rencontrer des collectifs et associations féministes franciliennes dans un contexte de divisions : « Là, dans cette AG, tu avais vraiment des féministes historiques du CNDF [Collectif National pour les Droits des Femmes], sur des positions vraiment CNDFiennes, et des meufs féministes radicales, nouvelle génération, hyper jeunes, hyper radicales, et ça je trouvais que c'était bien, que l'AG ait pu avoir lieu, sans exploser en cours de route. C'était vraiment super. Pour moi, c'était vraiment un symbole du renouveau, enfin, du féminisme possible, quoi. » (entretien).

Plus que cette seule aspiration militante et/ou des traces, MeToo offre des espaces en ligne et hors ligne en vue de se rencontrer et de s'organiser collectivement à moyen terme : « Je pense que ça va produire des choses. Et de manière générale, moi ce que j'aime bien, c'est l'idée qu'on constitue une sorte de sororité. Et ça aussi pour moi c'est un objectif à atteindre tant que le mouvement continue, cet objectif, il est à atteindre. » (entretien). L'appartenance à une

« sororité » MeToo s'observe au travers de la profusion des pratiques estampillées comme tel. Pour autant, la (re)qualification par MeToo de pratiques déjà existantes et pérennes souligne les difficultés de transmission d'une mémoire féministe commune et mouvante, à l'image des discours médiatiques portant sur une prétendue libération de la parole. Néanmoins, par l'articulation en ligne et hors ligne de la trace MeToo des liens ont pu être noués entre générations féministes à l'image d'une militante féministe des années 1980, qui rappelant en AG que des groupes de paroles existaient déjà, a également proposé d'établir des groupes de transmissions. Plus encore, se dessine la volonté de faire de MeToo une trace dans l'histoire des pratiques et pensées féministes, si ce n'est dans l'entière société, ainsi que de l'articuler aux précédentes en commençant par les multiples origines du *hashtag* : « Je trouve que c'est comme ça que ça circule, que les trucs circulent, c'est la vie des idées, des mots, des mouvements sociaux. C'est comme ça qu'un truc ne meurt pas aussi, qu'on garde la trace de Tarana Burke aussi. Et il faut pas l'effacer, parce que ça peut arriver qu'on efface les traces derrière nous, parce que ça c'est pas bien aussi. » (entretien). De trace explicite en ligne à possible hors ligne, et inversement, le *hashtag* MeToo et ses productions implicites offrent une nouvelle porte d'entrée sur des pratiques et pensées féministes nourries par des apports transnationaux, locaux, (im)matériels et transgénérationnels.

Références bibliographiques

Ouvrages

- Bouquillion, Philippe et Matthews, Jacob (2010). *Le web collaboratif. Mutation des industries de la culture et de la communication*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 150 p. – Communication en plus.
- Fayon, David (2008). *Web 2.0 et au-delà : nouveaux internautes, du surfeur à l'acteur*. Paris : Économica, 191 p.
- Rebillard, Franck (2007). *Le web 2.0 en perspective*. Paris : L'Harmattan, 158 p. – (Questions contemporaines)

Chapitre d'ouvrage

- Ertzscheid, Olivier, Gallezot, Gabriel et Simonnot, Brigitte (2013). À la recherche de la « mémoire » du web : sédiments, traces et temporalités des documents en ligne. In : Barats, Christine (dir.). *Manuel d'analyse du web*. Paris : Armand Colin, 53-68.

Thèse

- Charpenel, Marion (2014). « Le privé est politique ! ». *Sociologie des mémoires féministes en France*. Thèse de doctorat en Science politique, sous la direction de Marie-Claire Lavabre, IEP de Paris.

Articles

- Bottini, Thomas et Julliard, Virginie (2017). Entre informatique et sémiotique. Les conditions techno-méthodologiques d'une analyse de controverse sur Twitter. *Rezeaux*, vol. 4 (n°204), 35-69.
- Jacquemart, Alban et Albenga, Viviane (2015). Pour une approche microsociologique des idées politiques. Les appropriations ordinaires des idées féministes. *Politix*, vol. 1 (n°109), 7-20.
- Jouët, Josiane, Niemeyer, Katharina et Pavard, Bibia (2017). Faire des vagues. Les mobilisations féministes en ligne. *Rezeaux*, vol. 1 (n°201), 21-57.

- Keller, Jessalynn, Mendes Kaitlynn et Ringrose, Jessica (2016). Speaking 'unspeakable things': documenting digital feminist responses to rape culture. *Journal of Gender Studies*, 1-15.
- Khoja-Moolji, Shenila (2015). Becoming an 'intimate publics': Exploring the affective intensities of hashtag feminism. *Feminist Media Studies*, vol. 15 (n°2), 347-350.

Article en ligne

- Merzeau, Louise (2009). Du signe à la trace : l'information sur mesure ». *Hermes* [en ligne], n°53, (consulté le 5 avril 2018) <<http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00483292>>.

Site web

- O'Reilly, Tim (2005). What is Web 2.0. Design Patterns and Business Models for the Next Generation of Software [en ligne], (consulté le 5 avril 2018). < <http://www.oreilly.com/pub/a/web2/archive/what-is-web-20.htm>>.